



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 01/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EUROAIRPORT DE BALE MULHOUSE**

SERVICE ENVIRONNEMENT  
BP 60120  
68300 Saint-Louis

Références : 0006700434\_Euroairport\_VIIC\_2026\_03\_20\_échéances\_plan\_situation\_admin  
Code AIOT : 0006700434

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement EUROAIRPORT DE BALE MULHOUSE implanté Plateforme Aéroportuaire-Service Environnement STEI BP 60120 68300 Saint-Louis. L'inspection a été annoncée le 18/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Une visite d'inspection de la station de traitement des eaux industrielles de l'aéroport a été réalisée le 6 décembre 2023. Il avait été constaté une incomplétude du plan général des réseaux d'alimentation et de collecte de cette installation. L'un des objets de la visite est le contrôle de la conformité de ce plan.

Par ailleurs, certaines dispositions opposables au site lors de la visite du 6 décembre 2023 (compatibilité milieu, valeurs limites d'émissions) n'étaient plus en adéquation avec les dispositions ministérielles opposables aux installations. Après cette visite, l'exploitant a fourni à l'inspection des

installations classées les éléments permettant d'acter du positionnement de l'exploitant quant à ces dispositions. Un arrêté préfectoral portant notamment sur les valeurs limites d'émission dans l'eau et les modalités de l'autosurveillance a été pris le 2 octobre 2025. L'objet de cette visite est également de contrôler la bonne mise en œuvre des prescriptions de cet arrêté.

Enfin, l'un des objets de la présente visite est de contrôler la situation administrative des installations au regard des installations listées dans l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012.

#### Référentiel réglementaire :

- arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- arrêté préfectoral N° 2012143-0005 du 22 mai 2012 portant prescriptions complémentaires et codificatif à la Société AEROPORT de Bâle-Mulhouse située sur la zone aéroportuaire de Bâle-Mulhouse à SAINT-LOUIS en référence au titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement,
- arrêté du 2 octobre 2025 portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des rejets dans les milieux imposées à la société Aéroport de Bâle Mulhouse pour son site situé sur la commune d'Hésingue.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROAIRPORT DE BALE MULHOUSE
- Plateforme Aéroportuaire-Service Environnement STEI BP 60120 68300 Saint-Louis
- Code AIOT : 0006700434
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 1991, l'Euroairport (Aéroport de Bale - Mulhouse) exploite une station de traitement des eaux industrielles (STEI) dans l'enceinte de l'établissement de Saint-Louis.

Au titre des ICPE, la société EUROAIRPORT sur son site de Saint-Louis, est autorisée à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, par l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Respect des valeurs limites de rejets	AP Complémentaire du 02/10/2025, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Analyse des résultats d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande d'action corrective	1 mois
6	Situation administrative rubrique 2925	AP Complémentaire du 22/05/2012, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Programme de surveillance	AP Complémentaire du 02/10/2025, article 4	Sans objet
3	Surveillance en continu des rejets	AP Complémentaire du 02/10/2025, article 4	Sans objet
7	Situation administrative rubrique 1510	AP Complémentaire du 22/05/2012, article 1.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats révèlent deux non-conformités relatives aux plan des réseaux et au respect des valeurs limites d'émission pour les rejets aqueux (une mise en demeure est proposée pour ces deux points), ainsi qu'une non-conformité relative à l'analyse des résultats d'autosurveillance (une demande d'actions correctives est émise).

Des justifications complémentaires sont nécessaires pour statuer sur le point de contrôle 6 relatif à la situation administrative du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, il avait été constaté que les plans présentés par l'exploitant étaient incomplets.  En effet, concernant les eaux industrielles, il apparaissait que l'installation de pré-traitement possédait des dispositifs de type « vannes, compteurs et points de prélèvements ». Ces éléments étaient présents sur l'ensemble des synoptiques mais, à défaut de « légende », n'étaient pas clairement identifiables. De plus, à l'examen du plan transmis relatif aux réseaux d'eaux pluviales, les dispositifs de type « séparateur hydrocarbures et point de prélèvement », ainsi que les réseaux des eaux de ruissellement qui sont collectées sur l'aire de stationnement située devant la station

<p>de prétraitement, n'étaient pas précisément caractérisés.</p> <p>Une lettre de suite préfectorale, en date du 9 janvier 2024, avait été transmise à l'exploitant .</p> <p>Il appartenait à l'exploitant de réaliser un plan général des réseaux d'alimentation et de collecte appartenant à l'installation et d'y faire figurer les éléments requis par la prescription et d'intégrer une légende correspondant aux symboles présents sur le plan.</p> <p>L'exploitant a transmis le 5 février 2024 un plan général des réseau et synoptique de l'installation. Pour le synoptique de la station de traitement, il a été constaté que la position des préleveurs est explicitement indiquée et que la légende permet d'identifier les différents dispositifs composants cette installation.</p> <p>Le 24 mars 2026, à la suite de la visite, l'exploitant a remis deux plans : un pour les eaux industrielles et un pour le système pluvial. Le plan pour les eaux industrielles n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection. Sur le plan remis par l'exploitant pour le système pluvial ne figurent pas les éléments demandés (notamment une légende ou dénomination explicite des séparateurs de la STEI, avaloirs de la STEI avec le réseau pluvial associé).</p> <p>L'exploitant n'ayant pas établi de plan conforme à la prescription pour tous les équipements contrôlés, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Programme de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux industrielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré[...] le programme de surveillance ci-dessous :</p> <p>[...]</p> <p><i>la liste des paramètres, les périodicités de la mesure et le type de suivi sont joints en annexe</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection les résultats des campagnes des 13/11/2025, 29/12/2025 et 15/1/2026 (le cadre Gidaf n'a pas encore été modifié suite la signature de l'arrêté préfectoral du 2/10/2025, dans l'attente d'un éclaircissement sur la situation administrative du site et de l'autosurveillance à réaliser).</p> <p>L'Inspection a contrôlé par échantillonnage les résultats des campagnes de novembre et décembre 2025, ainsi que janvier 2026. Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le paramètre MEH (Matières Extractibles à l'Hexane) n'a pas été analysé sur ces 3 mois. La fréquence attendue étant annuelle, il n'y a pas de non-conformité constatée.</li> <li>les fréquences d'analyse (mensuelles pour les MES, DCO, DBO5, etc. et trimestrielles pour</li> </ul>

les pesticides, HAP,...) sont respectées, à l'exception de la campagne de décembre 2025 où le volume d'échantillonnage était insuffisant pour plusieurs paramètres à analyse mensuelle (MES, DBO5, NGL, Nitrites, AOX, métaux, fluorure,...). L'exploitant a indiqué que « le volume requis pour la mensuelle de décembre non atteint en raison d'un volume d'eau insuffisant lors du prélèvement. Le traitement ayant été effectué le 28/12, il n'a pas été possible de compenser ce manque avant la fin du mois. »

Compte-tenu de l'impossibilité de réaliser la mesure mensuelle en décembre 2025 et de la réalisation de la mesure mensuelle le mois suivant (janvier 2026), l'Inspection ne relève pas de non-conformité pour cette prescription. Il est attendu de l'exploitant une vigilance sur le respect du programme de surveillance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Surveillance en continu des rejets

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/10/2025, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux industrielles

**Prescription contrôlée :**

[...] La mesure en continu pour les paramètres températures, débit, et pH, est à mettre en œuvre 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Pendant le délai de mise en œuvre, ces paramètres sont a minima mesurés par bâchée. [...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un débitmètre sur la conduite de sortie de la STEI, ainsi que des sondes de température et pH (les valeurs du pH et de la température apparaissent sur des afficheurs présents à proximité de ces sondes).

L'enregistrement des données n'a pas pu être contrôlé lors de la visite.

A la suite de la visite, l'exploitant a transmis le synoptique de la supervision de la station, en indiquant que le pH ainsi que le débit sont télérelevés.

Le délai pour la mise en œuvre de ce suivi n'étant pas échu, ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Demande à l'exploitant :**

Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de prendre toutes les dispositions pour respecter la prescription, notamment le suivi en continu de la température avec enregistrement des données, à la date d'échéance prévue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Respect des valeurs limites de rejets

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/10/2025, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux industrielles

**Prescription contrôlée :**

<p>[...]</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites (en concentration ET en flux) [...] ci-dessous :</p> <p>[...]</p> <p><i>la liste des paramètres, les périodicités de la mesure et le type de suivi sont joints en annexe</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a contrôlé par échantillonnage les résultats des campagnes de novembre et décembre 2025, ainsi que janvier 2026. Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dépassement de la VLE (0,126 µg/l mesuré en sortie de STEI pour une VLE de 0,05 µg/l) et du flux (0,00000252 g/j mesuré en sortie de STEI pour un flux maximal journalier autorisé de 0,000002 g/j) en PFOS a été constaté en décembre 2025,</li> <li>- le dépassement de la VLE pour le paramètre Fe + Al a été constaté pour 2 mesures. La VLE en concentration applicable au rejet est de 5 mg/l. Les concentrations mesurées en sortie de STEI sont de 7,4 mg/l en novembre 2025 et 12,4 mg/l en janvier 2026.</li> </ul> <p>Les valeurs limites de rejets n'étant pas respectées pour deux paramètres, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Analyse des résultats d'autosurveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par échantillonnage, le contrôle a porté sur les dépassements des VLE dans les rejets de la STEI constatés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les PFOS sur l'analyse de décembre 2025,</li> <li>• le paramètre Fer + Aluminium en novembre 2025 et janvier 2026.</li> </ul> <p>Ces dépassements n'ont pas fait l'objet de commentaires écrits de la part de l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les PFOS n'étaient pas des paramètres traités par la STEI et que leur teneur dépendait des activités de l'industriel rejetant des effluents. Ce paramètre devra être suivi et des investigations menées si un dépassement est à nouveau constaté.</p> <p>Pour le paramètre Fer + Aluminium, l'exploitant a indiqué qu'il allait réaliser des investigations sur le fonctionnement de la STEI, afin de déterminer les actions à mener pour un retour à la</p>

conformité de l'installation.

L'exploitant n'ayant pas fait de commentaires sur les dépassements et n'ayant pas pu présenter lors de la visite les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 :** Situation administrative pour la rubrique 2925

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/05/2012, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Entrepôt

**Prescription contrôlée :**

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

[...]

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
2925	D	<b>Accumulateurs (ateliers de charge d')</b> La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	147 kW situé à l'intérieur du bâtiment	147 kW situé à l'intérieur du bâtiment

[...]

**Constats :**

L'AIOT n°0006700434 comprend, outre la station de traitement des eaux industrielles de l'aéroport, un ancien hall de fret, soumis aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012. Une procédure de cessation d'activité a été initiée en 2016, mais elle n'a à ce jour pas abouti. Cette procédure a fait l'objet d'un autre contrôle par le Service Prévention des Risques Anthropiques de la DREAL le 20 mars 2026.

Il est à noter qu'une déclaration pour un atelier de charge d'une capacité de 147 kW a été reçue en préfecture du Haut Rhin le 7 janvier 2020.



Lors de la visite d'Inspection du 20 mars 2026, il a été contrôlé par échantillonnage la situation administrative de la partie DHL du bâtiment de l'ancien fret, au regard des activités couvertes par la rubrique 2925.

Concernant la rubrique 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs), il est à noter que la rubrique a été modifiée par le Décret n° 2006-646 du 31 mai 2006 et par le Décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019. La rubrique 2925-1 correspond actuellement aux ateliers de charge d'accumulateurs, "*Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW*".

Dans la partie DHL, par échantillonnage, il a été constaté la présence de deux zones de charge prévues pour 11 véhicules de transport (chariots élévateurs). Lors de la visite, la puissance maximale de courant continu n'a pas pu être communiquée par l'exploitant. Le représentant de DHL a indiqué que les batteries étaient de type Lithium, ne dégageant pas d'hydrogène, sans en apporter la justification.

Dans ces conditions, l'Inspection n'est pas en mesure de statuer sur le respect de la prescription. Il est attendu de l'exploitant des justificatifs sur la situation administrative du site au regard de la rubrique 2925.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu de l'exploitant qu'il fournisse à minima les éléments permettant de justifier la situation de l'installation au regard de la rubrique 2925. Le cas échéant, il régularisera la situation administrative de l'installation en conséquence.

Plus généralement, il est suggéré à l'exploitant de faire un bilan de la situation du site de l'ancien hall de fret au regard de la nomenclature ICPE, afin de s'assurer qu'aucune installation ne relève de la réglementation ICPE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Situation administrative pour la rubrique 1510**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/05/2012, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Entrepôt

**Prescription contrôlée :**

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1510-2	E	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité	Tonnage > à 500t et volume total de l'entrepôt =	130 000 m3

		supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 2. supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 300 000 m <sup>3</sup>	125 613m <sup>3</sup>	
--	--	---	-----------------------	--

[...]

### Constats :

Lors de la cessation d'activité en 2016, l'exploitant a indiqué dans son mémoire en date du 25 avril 2016 que « *il est prévu d'affecter le bâtiment à une nouvelle activité de « Fret express » consistant à faire transiter du côté ville vers le côté piste et vice versa des petits colis dans un délai maximal de quatre heures. [...] L'activité de la future halle de fret sera uniquement une activité de transit de colis et non plus de stockage, de par ce fait, la rubrique 1510-2 ne s'appliquera plus au bâtiment en question.* ».

Comme précisé au constat précédent, à ce jour, la procédure de cessation d'activité n'a pas été menée à son terme. Cette procédure a fait l'objet d'un autre contrôle par le Service Prévention des Risques Anthropiques de la DREAL le 20 mars 2026.

Il est à noter que le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 précise que "*Dans le cas particulier des plateformes dites de messagerie, à l'instar des « encours de production » définis pour les ateliers et les chaînes de production (voir question I.2.4), les colis en transit peuvent être considérés comme des « encours de messagerie » et non comme des stockages au sens de la rubrique 1510.*

*A ce titre, les matières ou produits combustibles peuvent être considérés comme des « encours de messagerie » si et seulement si :*

- *ce sont des colis en transit, et leur adresse d'expédition est connue au plus tard à leur réception ;*
- *les colis en transit sont présents au sein de la plateforme dans des quantités inférieures ou égales à 2 jours du flux en transit sur la plateforme."*

Le contrôle a été réalisé par échantillonnage dans la partie DHL du bâtiment et sur le stock présent le jour du contrôle, afin de vérifier que les activités contrôlées à cet instant ne relèvent plus de la rubrique 1510.

L'exploitant a indiqué que les périodes principales d'activité avaient lieu entre 5h et 8h, puis de 19h à 23h, périodes de réception et de réexpédition des colis. Lors de la visite du 20 mars 2026, le contrôle a eu lieu vers 12h. A cet horaire, lors de la visite, le contrôle du logiciel de suivi des colis a montré que le total des colis présents du site était de 45 tonnes au total, dont 16 tonnes de colis présents depuis plus de 48h sur le site. Le contrôle par échantillonnage de 3 colis présents sur site

a montré que deux étaient présents depuis le 19 mars et un depuis le 17 mars. Il n'a pas été constaté de produits présents sur support de type rack ou palletiers, ni d'entreposage sur plus de deux niveaux. Ainsi, au moment du contrôle, l'activité contrôlée par échantillonnage ne relevait pas de la rubrique 1510.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Comme indiqué au point de constat n°6, il est suggéré à l'exploitant de faire un bilan de la situation du site de l'ancien hall de fret au regard de la nomenclature ICPE, afin de s'assurer qu'aucune installation ne relève de la réglementation ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite